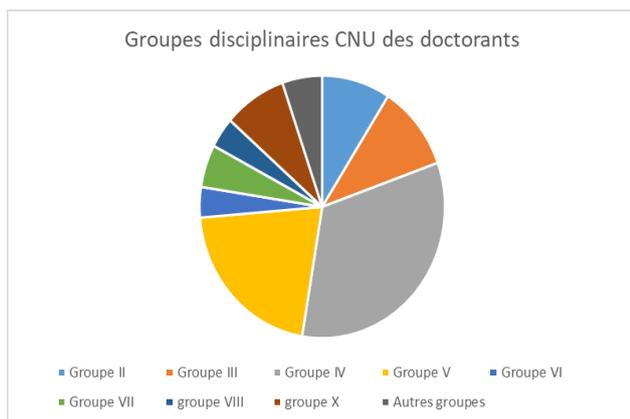


Enquête auprès des doctorants (synthèse)

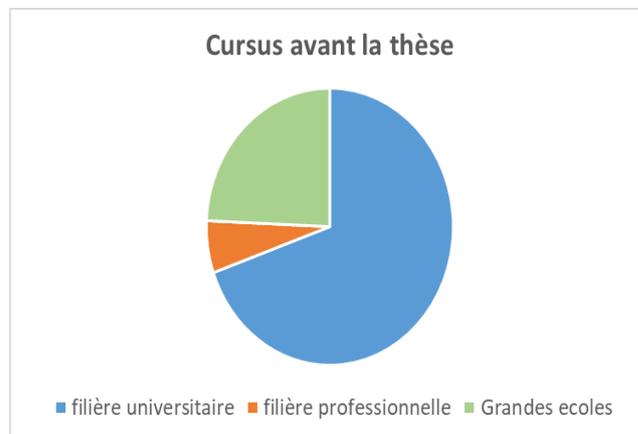
Face à la diminution régulière du nombre des thèses soutenues (voir *La lettre du secrétaire général* n° 1) et au recul de l'influence des syndicats, le SNIRS-CFE-CGC a souhaité donner la parole aux doctorants qui représentent l'avenir de la recherche de notre pays. Il ne s'agit pas d'un sondage répondant aux critères de quotas, sexe, âge, CSP, mais d'une enquête. Nous avons été surpris par le bon taux de réponse : un doctorant contacté sur cinq, signe d'un besoin de s'exprimer, surtout après deux années de crise sanitaire pendant lesquelles les milieux de la recherche n'ont pas été un des secteurs prioritaires des pouvoirs publics. Une présentation succincte se trouve aux pages 3 et 4 de la *Lettre du secrétaire général* n° 3.

Photographie de l'échantillon

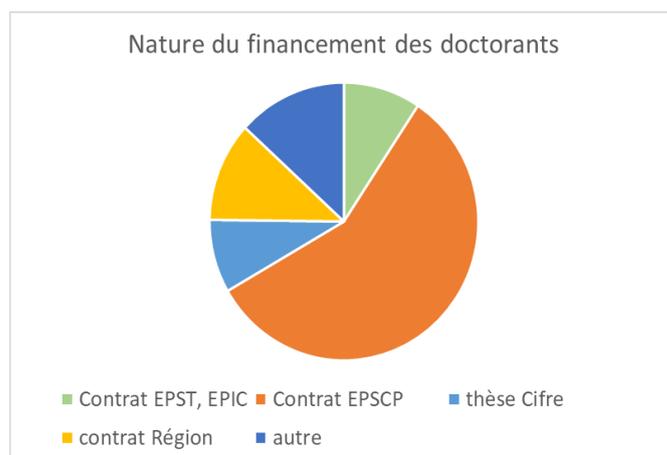
Les doctorants appartiennent à tous les groupes de disciplines du CNU, avec une forte représentation du groupe IV (psychologie, histoire, sociologie, etc), suivi des groupes V (mathématiques, informatique et III (littératures, langues).



Une très grande majorité des doctorants a suivi un cursus dans les universités (Licence, Master) mais, spécificité de notre pays dans le monde occidental, environ un quart a été élève dans les Grandes Ecoles.



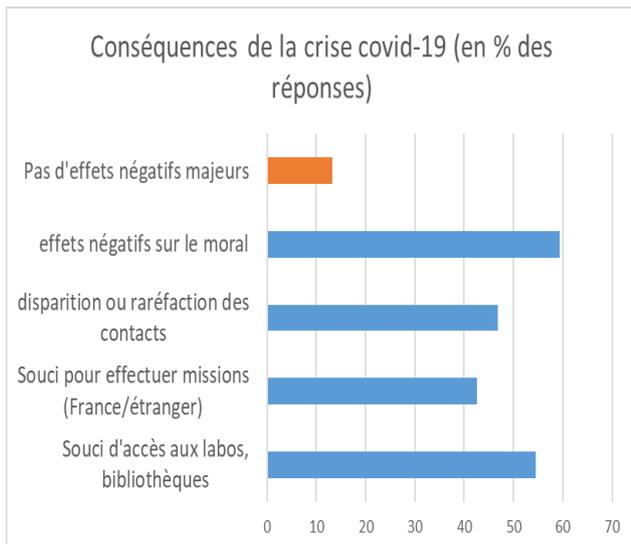
Un peu plus des deux-tiers (65,5%) des doctorants qui ont répondu disposent d'un financement : en majorité des contrats doctoraux des EPSCP (Établissements Publics à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel), qui arrivent largement en tête devant les contrats Région, les contrats des EPST et EPIC ou Cifre.



La crise covid

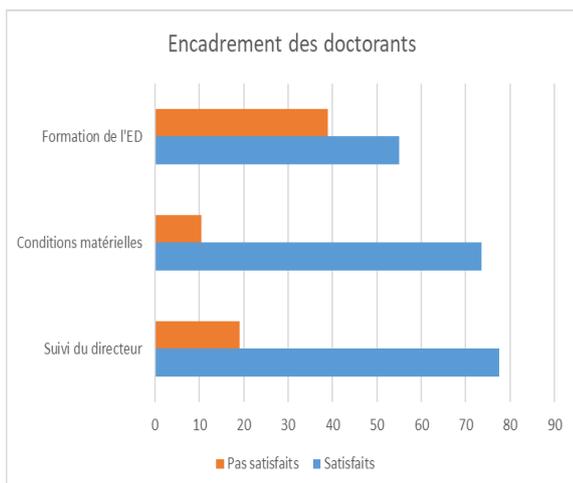
Ces étudiants, avant ou pendant leur doctorat, ont connu la crise covid. La pandémie a été jugée très néfaste, en particulier dans le domaine psychologique. Ainsi, 59,5 % des doctorants jugent qu'ils ont en effet souffert sur le plan moral, 54,5% ont connu des difficultés d'accès à leur laboratoire, aux bibliothèques, 42,6% n'ont pu réaliser correctement les missions prévues, 46,8% se plaignent de la raréfaction, voire de la disparition des contacts au pic de la crise. Seuls 13,3%

indiquent ne pas avoir ressenti d'effets néfastes majeurs.



La réalisation de la thèse

Les conditions de réalisation de la thèse sont satisfaisantes globalement : 77,5 % des doctorants sont satisfaits du suivi de la recherche par leur directeur de thèse, 73,5% sont satisfaits de leurs conditions de travail (bureau, bibliothèque, laboratoire) mais seulement 55 % le sont des formations fournies par leurs Ecole doctorales, souvent insuffisamment dotées. C'est donc sur ce point qu'il faudrait faire porter l'effort les années à venir.



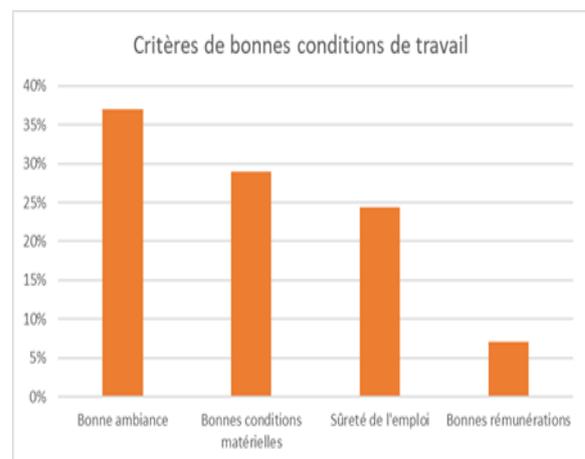
Le comité de suivi de thèse est jugé utile par 65,5 % des doctorants qui, pour un peu plus de la moitié, le considèrent comme une aide à la réalisation de leur thèse. Cependant, on observe une part non négligeable d'insatisfaction, puisque dans 20 % des cas, ce comité est perçu comme une perte de

temps et même comme une pression supplémentaire dans 30 % des réponses.

Le petit nombre de réponses de doctorants d'origine étrangère ne permet pas de présenter une analyse sur la vision qu'ils ont de l'accueil qui leur a été réservé.

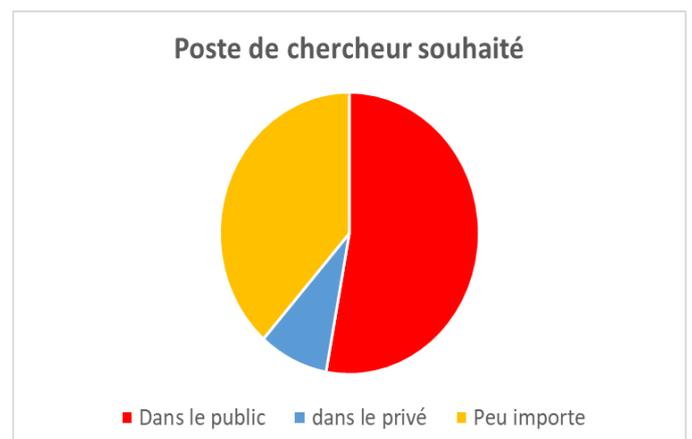
Les perspectives

Les perspectives : 65 % des doctorants qui ont répondu à cette enquête ont pour objectif de devenir chercheur ; les autres envisagent de se tourner vers le monde de l'entreprise ou de l'administration. En ce qui concerne les conditions de travail, la bonne

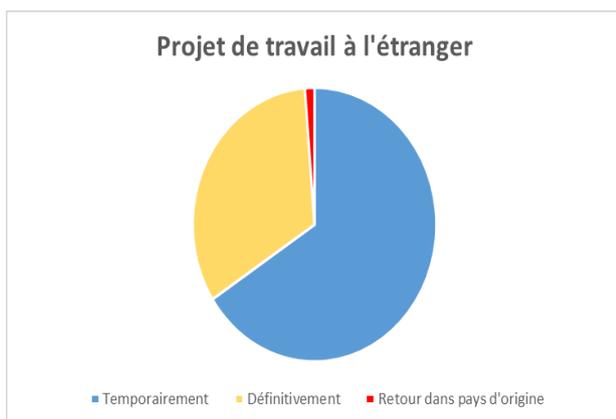


ambiance au sein de l'équipe et le fait de disposer de bonnes conditions matérielles (bibliothèque, laboratoire, matériel), l'emporte sur la recherche de la sûreté de l'emploi.

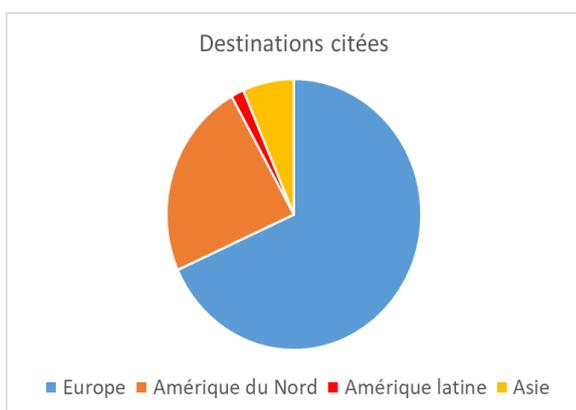
La priorité de ces jeunes chercheurs est la recherche, quel que soit le statut professionnel. Certes, près de 53 % envisagent de candidater dans le public (universités et grands établissements de recherche) mais 38,5 % ne manifestent aucune préférence dans ce domaine.



En revanche, une perspective inquiétante qui confirme ce que les études récentes ont montré¹, si 38,5 % n'excluent de travailler temporairement à l'étranger pour améliorer leur CV et renforcer leur chance d'obtenir un poste, 19 % (près d'un sur cinq) envisagent sérieusement de partir définitivement pour avoir une situation en rapport avec leur diplôme. L'attractivité des métiers de la recherche reste donc un défi pour les années à venir. Beaucoup indiquent qu'ils choisiront une destination en fonction des opportunités et/ou en lien avec leur sujet de recherche.



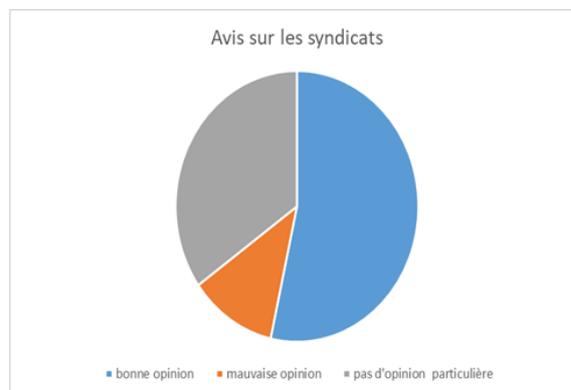
Beaucoup ont cité des pays précis : un peu plus des deux tiers envisagent de travailler en Europe (citant en premier le Royaume-Uni, l'Espagne et l'Allemagne), un peu moins du quart l'Amérique de Nord, le Canada (dont le Québec), l'emportant de peu sur les Etats-Unis).



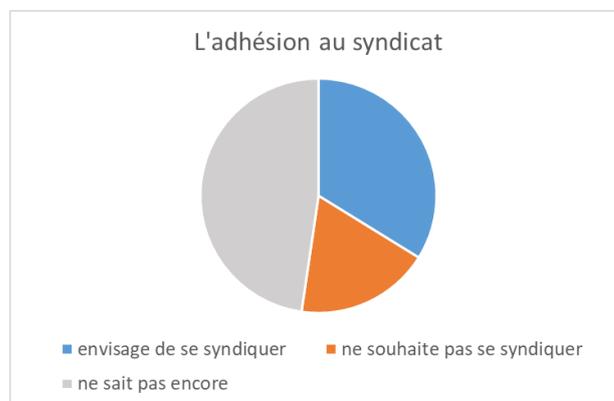
Doctorants et syndicalisme

Face à la désaffection croissante vis-à-vis du syndicalisme (8% de syndicalisation en

France contre 23% en moyenne au sein de l'UE), nous avons posé quelques questions sur ce sujet. Si beaucoup n'ont pas d'opinion précise, n'étant pas encore vraiment entrés dans la vie active, on ne peut que se réjouir de voir que la majorité (53 %) ont une bonne opinion des syndicats.



A nous de transformer cette sympathie en engagement. Un tiers songe sérieusement à se syndiquer au cours de la carrière contre 18,5 % qui y sont réfractaires.



Les syndicats restent perçus comme une structure de soutien et de défense en cas de difficulté. Recevoir aide et conseil vient en tête des motifs susceptibles de s'engager, le syndicat restant aussi perçu comme une source d'information. Tout cela est vrai, mais il revient aux syndicalistes de montrer, qu'à côté de la vie scientifique, l'engagement syndical sur son lieu de travail est aussi une source complémentaire de sociabilité.

¹ Entre autres, Martin Clavey, « International : le difficile retour des jeunes chercheurs français », *L'Etudiant. EducPro*, mars 2017.